

Métiers, politiques sociales et savoirs : des frontières en mouvement. Introduction

Yvette Molina

CereiSo, ASKORIA et CMH, CNRS/EHESS/ENS/INRAE

Les contributions de ce dossier proposé dans la revue *Politiques sociales* sont issues de travaux réunissant des chercheur-es du Comité de Recherche n° 34 « *Intervention et politiques sociales* », de l'Association internationale de Sociologie de Langue française, l'AISLF. Ce groupe avait travaillé la question des frontières, au sens d'Abbott (2016), à l'occasion d'un congrès co-organisé par le Groupement d'Intérêt scientifique Hybrida IS (GIS Hybrida IS) et ASKORIA / Grande École des Solidarités (1), en mai 2022 à Rennes. Il s'agissait alors de croiser les analyses entre logiques de métiers, de savoirs et de politiques sociales, afin d'étudier ce que les unes et les autres pouvaient produire dans leurs interactions.

Nous partons de l'idée selon laquelle poser la question de la transformation des activités et des métiers du social ne renvoie pas uniquement à la question des dynamiques d'évolution de ces mêmes métiers au cours de ces dernières années. Elle invite également à interroger les frontières des politiques sociales et à saisir leur recomposition au cœur d'un État social qui repose depuis plus de quatre décennies sur l'idée d'activation des publics bénéficiaires de l'action publique.

Les transformations de l'État social, depuis la fin des Trente Glorieuses jusqu'à aujourd'hui encore, modifient l'activité des métiers et professions du secteur social. La législation, les règlements, les textes d'orientation des politiques publiques sont porteurs de nouveaux paradigmes qui donnent à voir les attendus à l'égard des bénéficiaires et les modes d'intervention pour y parvenir.

Les métiers de l'intervention sociale doivent composer avec ces orientations en mutation constante et s'y ajuster, et de la sorte redéfinir des frontières au gré des politiques sociales en vigueur et de leur déclinaison en termes de missions au sein des organisations à vocation so-

ciale, médicosociale et socioéducative. Ainsi, des régulations s'opèrent entre autonomie et hétéronomie professionnelle (Boussard *et al.*, 2010). Elles sont ajustées selon diverses composantes qui les caractérisent : degré d'autonomie professionnelle individuelle et collective, type de management, contraintes économiques et dépendances aux financements, niveau de *reporting*, exigences quant aux résultats attendus par les pouvoirs publics, etc.

Les destinataires des politiques sociales sont également étroitement concernés par ces logiques. Ils occupent d'ailleurs une place de plus en plus centrale dans la mise en œuvre des politiques sociales qui les concernent. Les notions telles que celles de la participation, d'*empowerment* ou de pouvoir d'agir (Bacqué & Biewener, 2013), de pair-aidance (Gardien, 2019), d'expertise usagère (Heijboer, 2022), constituent des marqueurs de ces évolutions et des attendus de la société à leur égard – une société de solidarité dont la dette sociale est moins collective qu'individualisée (Soulet, 2005 ; Astier & Medini, 2019). Il est attendu que les personnes bénéficiaires de l'action publique se comportent selon une morale édictée par les pouvoirs publics (Chelle, 2012 ; Paccaud & Tabin, 2024). L'intervention sociale se présente, de ce point de vue, comme une intervention morale (Bresson, Molina & Tabin, 2024).

Néanmoins, nous pouvons observer que des frontières mouvantes se dessinent entre d'une part les politiques sociales à caractère prescriptif ou orientatif, et d'autre part l'autonomie de mise en œuvre sur les terrains de l'intervention dans une réalité proximitaire (Le Bart & LeFebvre, 2005). Cette proximité recherchée – agir au plus proche des personnes concernées – participe également des transformations de l'État social des ces dernières décennies. Transformations qui au demeurant viennent invisibiliser les niveaux de responsabilité, à travers une forme d'horizontalité de l'organisation de la société dans un fonctionnement en réseau (Boltanski & Chiapello, [1999] 2011). Dans ces frontières mouvantes et difficilement lisibles, la responsabilité devient celle de la responsabilisation individuelle dans une société d'individus (Martuccelli & Singly [de], 2009). Participer, prendre ou disposer du pouvoir d'agir, c'est aussi regarder l'autre face de la médaille : responsabiliser l'individu dans sa capacité de faire ou de ne pas faire en sorte de s'en sortir.

Les métiers de l'intervention sociale s'inscrivent dans ces logiques et ces nouveaux paradigmes empreints de néolibéralisme (Autes, 2005 ; Rosanvallon, 1995). Ils sont les agents de la mise en œuvre de cet État moral (Fassin *et al.*, 2013) dans les coulisses de l'État social (Serre, 2009).

Pour ce dossier, nous proposons un questionnement autour de trois axes principaux :

- en quoi les politiques sociales transforment-elles les métiers de l'intervention sociale ?
- en quoi ces politiques connaissent-elles des transformations de leurs frontières ?
- en quoi les professionnel·les de l'intervention sociale, avec d'autres (associations d'usagers, mouvements citoyens, etc.) contribuent-ils aujourd'hui à la production des politiques sociales ?

À partir de travaux de recherche ou d'approches conceptuelles, il s'agit dès lors d'analyser comment les politiques sociales se transforment, comment leurs frontières se déplacent sous la poussée d'acteurs ou d'actrices engagé·es ou de première ligne, et comment la question de la ou des frontières permet de porter un regard pluriel sur différents objets (en prenant en compte la diversité des métiers, des politiques, et la façon dont ces objets transforment leurs frontières).

Interpeller la question de la transformation des politiques sociales permet de s'interroger sur les nouvelles architectures mises en œuvre dans ce domaine : quels sont les objectifs et les logiques de l'action publique, et de quelle manière ces transformations produisent-elles des effets sur les métiers de l'intervention sociale ?

Afin d'apporter un éclairage à l'aune de ce questionnement central, nous proposons la lecture de sept textes rédigés par des auteur·es dont les expertises, les horizons scientifiques et géographiques sont diversifiés.

Le premier texte, écrit par Sylvie Mezzena et Didier Vrancken, *De la prudence à la confiance ? Transformations de l'agir prudentiel*, invite à une réflexion autour de deux composantes clés du travail social et qui entrent, selon les auteurs, en tension : l'agir prudentiel et la confiance. Cette tension fait surgir un rapport aux savoirs singulier, se situant au carrefour des savoirs académiques, professionnels et profanes, ou encore expérientiels. L'analyse proposée par les deux auteur·es s'inscrit dans la compréhension des évolutions actuelles du travail social, au cœur de politiques sociales en transformation.

Le deuxième texte, de Philippe Lyet, intitulé *Les recherches conjointes, un travail des frontières pour l'intervention sociale*, nous plonge dans l'univers des recherches collaboratives. Ces dernières associent chercheurs et praticien·nes de l'intervention sociale autour d'un objet commun qui, analysé de concert sous la loupe de la recherche col-

laborative, oblige des deux côtés à *un changement de regard*. L'auteur développe sa démonstration en mettant au jour des formes nouvelles de production, tant interventionnelles que scientifiques, aux frontières de l'intervention et de la recherche. Des recompositions sont ainsi à l'œuvre.

Le troisième texte, exposé par Jean Pierre Tabin, *Une alliance fragile*, s'appuie sur une expérimentation qui se déploie autour du dispositif « Logement d'abord », à Lausanne (Suisse). L'article montre comment se construit une alliance – toutefois fragile – entre les acteurs de la recherche et les locataires. Cette alliance repose sur la reconnaissance de la crédibilité épistémique de ces derniers. Des positions sociales différenciées ainsi que la (courte) temporalité de la recherche affaiblissent la robustesse de cette alliance. Le texte analyse les effets de ces interactions pour les différents acteurs (chercheurs, locataires, prescripteurs des politiques publiques), aux frontières de leur statut et de leur rôle social.

Le quatrième texte, *Travail de proximité, travail des frontières dans un quartier « Politique de la Ville »*, rédigé par moi-même, repose sur une recherche portant sur les relations entre un bailleur social en région Bretagne et ses locataires. La logique qui mobilise le logeur social et qui est relayée par ses agents s'appuie sur la notion de « proximité ». Cette notion, envisagée au-delà d'un simple credo institutionnel, se transforme dans les actes mis en œuvre par les métiers de la Politique de la Ville – comme un processus de modification de l'intervention sociale sur un quartier précarisé. Ce processus fait émerger le travail des frontières entre les différents acteurs impliqués dans leur intervention à l'échelle de cet espace social.

Le cinquième texte, proposé par Saïda Houadfi, *La protection de l'enfance en France : ambiguïtés et dilemmes*, nous amène dans les arcanes d'une autre politique sociale, celle de l'enfance protégée. Nous y découvrons ainsi les ressorts de la Nouvelle Gestion publique (NGP) dans ce secteur particulièrement sensible. Entre enfant victime et enfant auteur, les représentations différenciées et portées sur le statut de l'enfant protégé conduisent à un brouillage des frontières qui vient obérer l'intervention socioéducative.

Dans le sixième texte, *Le travail social au Liban : la singularité d'une profession*, Houwayda Matta, Rima Mawad et Marianne Awad exposent les résultats d'une recherche conduite en contexte libanais où la fonction de travailleur social se conjugue avec des acteurs de terrain issus de disciplines diverses, notamment dans le monde social de l'action

humanitaire. Les travaux ainsi restitués rendent compte de la complexité de la délimitation des frontières entre les travailleurs sociaux qui revendiquent une expertise singulière de leur juridiction professionnelles et d'autres acteurs, non formés au travail social, et donc non considérés par les premiers comme détenteurs d'une qualification adaptée et nécessaire (notamment sur le plan éthique) pour faire face aux problèmes rencontrés par les populations.

Enfin, le septième et dernier article, *L'action collective territoriale: quelle place pour la transition socioécologique ?*, rédigé par un collectif sous la coordination de Christian Jetté, prend sa source dans la conduite d'une recherche au Québec. L'article met en évidence comment la prise en compte des enjeux environnementaux et climatiques soulève, pour les démarches collectives, des questions d'équité sociale et territoriale, de mobilisation citoyenne, de priorités stratégiques, de compétences et d'expertise. Le texte s'attache à repérer la question des frontières entre acteurs et politiques publiques, à travers l'étude de huit démarches de développement territorial réparties dans différentes régions du Québec. Les projets contributifs de la transition socioécologique sont ainsi tributaires notamment des éléments suivants: le type de territoire où ils se sont implantés (urbain, périurbain, rural), la diversité des acteurs impliqués, la capacité de ceux-ci à mobiliser différentes ressources humaines et financières (communautaires, publiques, marchandes, philanthropiques), et des formes plus ou moins innovantes prises par leur dispositif d'action et de concertation.

Bibliographie

- Abbott Andrew [trad.]. Béraud, T., Demazière, D., Jouvenet, M., & Saint-Martin, A. (2016). Les choses des frontières. Dans D. Demazière & M. Jouvenet (dir.), *Andrew Abbott et l'héritage de l'École de Chicago*. Éditions EHESS, 119-144.
- Astier, I., & Médini, A. (2019 [2e éd.]). *Sociologie de l'intervention sociale*. Armand Colin.
- Autes, M. (2005). Travail social et principes de justice. In J. Ion (dir.), *Le travail social en débats*. La Découverte, 50-70.
- Bacqué, M.-H., & Biewener, C. (2013). *L'empowerment une pratique émancipatrice*. La Découverte, coll. « Politique et sociétés ».
- Boltanski, L., & Chiapello, E. ([1999] 2011). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Gallimard.

- Boussard, V., Demazière, D., & Milburn, P. (dir.) (2010). *L'injonction au professionnalisme. Analyses d'une dynamique plurielle*. Presses universitaires de Rennes.
- Bresson, M., Molina, Y., Tabin, J.-P. (dir.). (2024). *La nouvelle morale de l'intervention sociale et ses apories*. L'Harmattan, coll. «Logiques sociales».
- Chelle, E. (2012). *Gouverner les pauvres. Politiques sociales et administration du mérite*. Presses universitaires de Rennes.
- Fassin, D. et al. (2013). *Juger, réprimer, accompagner. Essai sur la morale de l'État*. Seuil.
- Gardien, E. (2019). *L'Accompagnement et le soutien par les pairs*. Presses universitaires de Grenoble.
- Heijboer, C. (2022). À quoi sert l'expertise usagère? *Le Sociographe*, n° 77, 149-155. <https://doi.org/10.3917/graph1.077.0149>
- Le Bart, C., & Lefebvre, R. (dir.). (2005). *La proximité en politique. Usages, rhétoriques, pratiques*. Presses universitaires de Rennes, coll. «Res Publica».
- Martuccelli, D., & Singly (de), F. (2009), *Les sociologies de l'individu*. Armand Colin.
- Paccaud, L., & Tabin, J.-P. (2024). *Les narrations de l'infortune*. *Swiss Journal of Sociology*, 50(1), 27-45.
- Rosanvallon, P. (1995). *La nouvelle question sociale. Repenser l'État-Providence*. Le Seuil.
- Serre, D. (2009). *Les coulisses de l'État social. Enquête sur les signalements d'enfant en danger*. *Raisons d'Agir*, coll. «Cours et travaux».
- Soulet, M.-H. (2005). Une solidarité de responsabilisation? In J. Ion (dir.), *Le travail social en débats*. La Découverte, 86-103.

Notes

- (1) La «Grande École des Solidarités» est un consortium réunissant quatre établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche en Bretagne : l'Université Rennes 2, La Haute École de Santé publique (EHESP), l'Institut d'Études Politiques de Rennes (SciencesPo Rennes), et ASKORIA (établissement de formation et recherche en travail social).